

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

**DECISION DU PRESIDENT**  
**DU 2 AOUT 2019**

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE DEUX AOUT  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°39 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LES BIENS SIS 92 A 116 AVENUE ARISTIDE BRIAND AU BLANC-MESNIL CADASTRES SECTION BC N°152, 153 ET 155**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme,  
**Vu** le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial de Paris Terres d'Envol dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,  
**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,  
**Vu** le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,  
**Vu** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (D.P.U.R.), exécutoire le 8 juillet 2016,  
**Vu** la délibération n°17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain,  
**Vu** la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil n°2019-03-04 du 14 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,  
**Vu** la délibération du Bureau de l'EPFIF du 15 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT Paris Terres d'Envol,  
**Vu** la délibération du conseil territorial Paris Terres d'Envol n°27 du 8 avril 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,  
**Vu** la délibération n° 70 du 24 juin 2019 du conseil de territoire relative à la délégation du droit de préemption au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol et lui donnant la faculté de le déléguer à une personne tierce conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Adrien CORNEE, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 10 juillet 2019 en mairie du Blanc-Mesnil, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la SCI LA SAULE BALANCE de céder ses biens situés à Blanc-Mesnil, 92 à 116 avenue Aristide Briand, cadastrés à Blanc-Mesnil, section BC n°152, 153 et 155, faisant l'objet de baux, dans l'état d'occupation indiqué dans la DIA, moyennant le prix de huit millions sept cent cinquante mille euros

**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Blanc-Mesnil,

**Considérant** que les biens faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée sont situés dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT et l'EPFIF et répondent aux objectifs d'intervention de la commune du Blanc-Mesnil,

**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour les biens faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

## DÉCIDE

**Article 1** De **déléguer** à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour les biens situés au Blanc-Mesnil, 92 à 116 avenue Aristide Briand, cadastrés section BC n°152, 153 et 155, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction Générale des Finances Publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

**Article 2** De **préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :

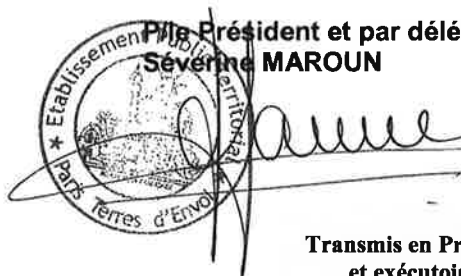
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,

La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

**Article 3** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant son affichage auprès du tribunal administratif de Montreuil.  
Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. En cas de rejet du recours gracieux par ce dernier, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de Montreuil.  
L'absence de réponse de l'auteur de la présente décision dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours gracieux.

Pour extrait conforme

**Pila Président et par délégation,  
Séverine MAROUN**



**Transmis en Préfecture  
et exécutoire le**

**09/08/2019**